

La Pax Silica : quand les terres rares redessinent l'ordre mondial

Par Michel Fayad, analyste politique et géopolitique, formateur en géopolitique des hydrocarbures (pétrole et gaz) et en géopolitique des métaux stratégiques et des terres rares à l'IFP Training, la formation continue de l'IFPEN, l'Institut français du pétrole et des énergies nouvelles

Les terres rares regroupent 17 métaux aux propriétés proches, dont les 15 lanthanides, auxquels s'ajoutent le scandium et l'yttrium. Peu connues du grand public, elles sont pourtant au cœur de notre quotidien technologique. Leurs propriétés magnétiques, lumineuses et électrochimiques exceptionnelles les rendent indispensables à la fabrication des moteurs électriques, des éoliennes, des batteries, des écrans, des catalyseurs, mais aussi de nombreux équipements militaires et systèmes de défense.

Aujourd’hui, la Chine domine largement ce marché stratégique. Elle assure environ 70 % de la production mondiale de terres rares et près de 90 % de leur raffinage. Les États-Unis dépendent fortement des importations, qui couvrent près de 80 % de leurs besoins, dont environ la moitié provient directement de Chine. D’autres pays comme l’Australie ou le Myanmar participent à l’offre mondiale, tandis que le Brésil ou l’Inde restent des acteurs secondaires. Malgré cette diversité apparente, la dépendance globale vis-à-vis de la Chine demeure particulièrement forte, surtout pour les étapes de transformation et de raffinage.

Dans le contexte post-crise du Groenland, marqué par les déclarations de Donald Trump sur un possible contrôle du territoire pour ses ressources stratégiques, l’Europe et les États-Unis cherchent désormais à apaiser les tensions et à construire une réponse commune. L’objectif est clair : sécuriser les chaînes d’approvisionnement en terres rares grâce à des partenariats bilatéraux et multilatéraux. Cela passerait par la signature rapide de mémorandums d’entente, la mise en place de feuilles de route communes, le lancement de projets conjoints d’exploration et d’extraction, ainsi que des investissements américains dans les mines groenlandaises, notamment via des prêts de la Banque Export-Import des États-Unis. Des mécanismes de soutien ou de stabilisation des prix pourraient également être instaurés afin de limiter la volatilité du marché.

À plus grande échelle, des alliances réunissant une trentaine de pays sont envisagées, avec la création de « clubs » favorisant un commerce sans droits de douane et l’instauration de prix plafonds. Ces dispositifs viseraient à restreindre l’accès de la Russie et de la Chine à certaines chaînes de valeur, tout en renforçant la coopération au sein de l’OTAN pour la sécurité de l’Arctique. L’enjeu n’est pas un transfert de souveraineté, mais une exploitation coordonnée des ressources groenlandaises, reposant sur des accords d’achat à long terme et sur une présence américaine limitée et encadrée.

Dans cette dynamique, l’Union européenne souhaite proposer aux États-Unis un véritable partenariat stratégique sur les minéraux critiques. Un protocole d’accord pourrait être signé rapidement, avec pour ambition d’établir, en quelques mois, une feuille de route commune destinée à réduire la dépendance à la Chine. Le projet inclut des actions concrètes : développement de projets conjoints, protection des marchés contre les exportations à bas coût, sécurisation des chaînes d’approvisionnement transatlantiques, coopération accrue en matière de recherche, d’innovation et de transparence des marchés, échanges d’informations et constitution éventuelle de stocks stratégiques. Sur le plan politique, Bruxelles insiste également sur le respect de l’intégrité territoriale, après les tensions suscitées par les propos de Trump sur le Groenland.

Cette initiative s’inscrit dans une stratégie américaine plus large visant à contenir l’influence chinoise. Washington a intensifié ses efforts diplomatiques, notamment après les restrictions imposées par Pékin sur les exportations de terres rares. Un sommet ministériel sur les minéraux critiques, présidé par le secrétaire d’État Marco Rubio, a ainsi été organisé pour sécuriser l’accès des États-Unis à ces ressources. En parallèle, une réserve stratégique de terres rares, d’un montant de 12 milliards de dollars, a été annoncée, financée en grande partie par un prêt record de l’Exim Bank.

La diplomatie minière de Donald Trump lie désormais ouvertement les accords de paix à l’exploitation des ressources naturelles. En Ukraine, des accords-cadres offrent aux entreprises américaines un accès privilégié à des gisements stratégiques, notamment pour les batteries, avec la création d’un fonds d’investissement commun de 150 millions de dollars et l’attribution du gisement de lithium de Dobra à un consortium lié aux États-Unis. Dans le Caucase, l’accord de paix entre l’Azerbaïdjan et l’Arménie inclut le « couloir de Zangezour », rebaptisé « Trump Road for International Peace and Prosperity », accompagné de contrats énergétiques et d’infrastructures confiés à des entreprises américaines. Des discussions ont également avancé avec la Russie sur des investissements communs en Arctique. En Afrique, un sommet réunissant plusieurs pays a débouché sur des accords majeurs, dont un projet de 1,8 milliard de dollars avec Ivanhoe Atlantic pour développer des infrastructures minières et exporter des minéraux critiques, dans le but explicite de réduire la dépendance à la Chine.

Le marché international des terres rares reste aujourd’hui structuré autour de la domination chinoise, qui contrôle l’extraction, le traitement et, dans une large mesure, les prix. Cette situation crée de fortes vulnérabilités pour les importateurs, notamment les États-Unis et l’Europe, dont la dépendance dépasse respectivement 80 % et 98 %. Elle se traduit par des chaînes d’approvisionnement concentrées, des prix facilement manipulables et un risque constant de restrictions d’exportation pour des raisons géopolitiques.

Un accord transatlantique pourrait profondément transformer cette configuration. Le marché évoluerait vers un modèle plus diversifié et plus résilient, fondé sur le « friend-shoring », c'est-à-dire des partenariats entre pays alliés. Les investissements conjoints dans l'extraction et le raffinage, en dehors de la Chine, permettraient d'intégrer de nouveaux fournisseurs comme le Groenland, l'Ukraine ou l'Arabie saoudite. Des mécanismes tels que des prix minimums, des accords d'achats prioritaires et des clubs multilatéraux favoriseraient un commerce plus stable et plus sûr, réduisant les risques de pénurie pour les secteurs de l'énergie verte, de la défense et des technologies avancées.

Cette recomposition s'inscrirait enfin dans une forme de « Pax Silica » : une nouvelle architecture géopolitique centrée sur le contrôle des ressources stratégiques, des semi-conducteurs et de l'intelligence artificielle. Portée par les États-Unis, elle vise à sécuriser leurs intérêts face à la Chine en s'appuyant sur un réseau d'alliances diplomatiques, industrielles et commerciales autour des minéraux critiques.